



GREATER KITCHENER WATERLOO
CHAMBER OF COMMERCE
BUSINESS BUILDING COMMUNITY

Mémoire prébudgétaire présenté par :

La Chambre de commerce du Grand Kitchener-Waterloo, Ontario

Liste des recommandations

Réforme réglementaire

Recommandation 1 : Que le gouvernement fédéral mette sur pied un groupe de travail public-privé pour diminuer le régime réglementaire cumulatif auquel est assujetti le secteur privé canadien.

Recommandation 2 : Que des évaluations des retombées économiques soient prévues dans les mandats des règlements sur la santé, la sécurité et l'environnement.

Recommandation 3 : Que le gouvernement fédéral intensifie ses efforts pour moderniser les règles du commerce interprovincial au moyen de l'Accord de libre-échange canadien.

Commerce international

Recommandation 1 : Que le gouvernement fédéral se concentre sur la renégociation de l'ALENA et conclue une entente.

Recommandation 2 : Que les ressources manufacturières soient exclues des représailles tarifaires.

Recommandation 3 : Que le gouvernement fédéral mette en place des mécanismes pour protéger le marché intérieur contre le dumping pratiqué par d'autres pays.

Recommandation 4 : Que le gouvernement fédéral alloue des fonds d'urgence aux secteurs en difficulté.

Recommandation 5 : Que le gouvernement fédéral réinjecte les recettes douanières dans un programme de soutien à l'investissement.

Soutien au secteur agroalimentaire canadien

Recommandation 1 : Que le gouvernement fédéral collabore avec le secteur à l'élaboration d'une vision à long terme et d'une stratégie.

Recommandation 2 : Que le gouvernement fédéral adopte une stratégie d'élaboration, de coordination et d'exécution des politiques et programmes favorisant la prospérité et la viabilité des entreprises agroalimentaires qui sera mieux coordonnée avec celles des provinces.

Recommandation 3 : Que le gouvernement fédéral élimine les barrières réglementaires inutiles qui freinent la croissance du secteur, tire parti des normes mondiales et multiplie les perspectives de commerce international.

Contexte

La Greater Kitchener Waterloo Chamber of Commerce (la Chambre de commerce) offre son soutien à plus de 1 700 membres représentant tous les secteurs de l'économie de la région de Waterloo. Nos membres comprennent de petits, moyens et grands employeurs dans l'une des régions les plus progressistes et novatrices du Canada.

La région de Waterloo se classe au dixième rang parmi les régions urbaines du Canada et au quatrième rang parmi celles de l'Ontario. Sa population à la fin de 2016 s'établissait à 583 500 habitants et elle devrait atteindre 725 000 habitants d'ici 2031. La croissance démographique est plutôt constante dans ses sept municipalités de palier inférieur, s'établissant à 1 ou 2 pour cent dans les villes et les villages.

Notre économie locale est l'une des plus diversifiées au Canada, avec une concentration dans les secteurs de la fabrication avancée, des services financiers, de l'enseignement postsecondaire, de la transformation alimentaire, de l'agriculture primaire et de la technologie de l'information. Pour beaucoup d'analystes de l'industrie, cette diversité est la force fondamentale du milieu des affaires de la région de Waterloo tributaire de l'entrepreneuriat qui connaît du succès sur la scène mondiale.

Environnement réglementaire du secteur privé canadien

En mai 2018, la Chambre de commerce du Canada (CCC) a publié *La mort par 130 000 coupures : Améliorer la compétitivité réglementaire du Canada*, donnant suite aux inquiétudes croissantes des entreprises eu égard aux régimes réglementaires des gouvernements fédéral et provinciaux.

Le rapport souligne que, ces dernières années, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont entrepris des réformes de la politique de réglementation. Individuellement, ces efforts ont amélioré certains processus et réduit quelques fardeaux administratifs. Or, collectivement, ces améliorations ont été éclipsées par le nombre croissant et la complexité des nouvelles réglementations, qui ont réduit la productivité et la compétitivité des entreprises

canadiennes, tout en rendant le Canada moins attrayant pour les investissements étrangers.

La CCC soutient que les solutions aux problèmes de réglementation du Canada sont sous le contrôle du gouvernement fédéral. Un effort concerté pour moderniser nos cadres réglementaires peut améliorer les protections environnementales, sociales et économiques tout en stimulant l'investissement, la croissance et la création d'emplois.

La réglementation impose des coûts aux entreprises qui influent sur leur comportement, y compris l'investissement en capital, la productivité et l'innovation. Elle a également des coûts d'opportunité, car elle concentre du temps de travail sur des procédures administratives et d'autres responsabilités liées à la conformité.

Le rapport constate également que la plus grande contrainte qu'impose le Canada à sa croissance économique est la multitude de différences réglementaires entre les provinces. La fragmentation des règles entre les provinces et territoires crée des barrières au commerce interprovincial qui, selon les estimations, réduisent le PIB du Canada de 50 à 130 milliards de dollars chaque année.

Ce décalage s'étend à presque tous les secteurs, y compris à des portefeuilles comme les normes de camionnage et de transport, l'emballage et l'étiquetage des aliments et la réglementation en matière de certification professionnelle et de valeurs mobilières. Dans son rapport, la CCC prend l'exemple du régime qui régit actuellement la vente, le transport, l'entreposage, l'élimination et l'utilisation des pesticides. L'Ontario et le Québec limitent l'utilisation de certains produits approuvés par le gouvernement fédéral, et ce, même s'ils ont fait l'objet d'un examen rigoureux. Ces restrictions désavantagent les agriculteurs par rapport à leurs homologues du reste du Canada et de l'étranger.

Après les élections provinciales, Gilles Gherson a été nommé sous-ministre, Réduction des formalités administratives et des fardeaux réglementaires, du Bureau du Conseil des ministres de l'Ontario. M. Gherson avait auparavant occupé plusieurs postes supérieurs en développement économique. Dans un

communiqué de presse du 16 juillet 2018, la Chambre de Commerce de l'Ontario a affirmé que cette nomination était « un excellent pas vers la diminution du fardeau administratif que subissent les entreprises ontariennes ». [Traduction]

Si le Canada était, par le passé, une destination fiable, la baisse des investissements étrangers est signe que certains des avantages de faire des affaires ici ont disparu. La baisse notable de l'impôt sur les sociétés annoncée ainsi que les réformes réglementaires réalisées, aux États-Unis, à la fin de 2017 sont source de grande inquiétude.

Commerce international

Les portefeuilles commerciaux prioritaires de la région de Waterloo sont la production automobile, l'agriculture et la transformation alimentaire, les services financiers et les TI. Nous appuyons les efforts soutenus du gouvernement fédéral visant à moderniser l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et nous estimons que le Canada doit rester à la table des négociations et ne pas laisser les tarifs illégaux et injustifiés imposés sur l'acier et l'aluminium par les États-Unis torpiller les négociations pour un accord qui répond aux besoins commerciaux du 21^e siècle.

Dans un rapport du 18 juin 2018, les Services économiques TD¹ ont prédit que les tarifs des États-Unis sur les véhicules et pièces automobiles ainsi que les mesures de représailles prises par le Canada auraient des conséquences néfastes sur la production canadienne, laissant ainsi l'économie dans un statu quo pendant six mois. Les conséquences sur l'Ontario seront nettement plus graves compte tenu de la concentration sectorielle.

Mathew Wilson de Manufacturiers et Exportateurs du Canada MEC a fait remarquer, dans une déclaration au Comité permanent du commerce international du Parlement (26 juin 2018), que le secteur manufacturier était le plus grand secteur économique du Canada, représentant 11 % du PIB, 67 % des

¹ *Menace américaine de tarifs douaniers sur les véhicules automobiles : Analyse d'un scénario pour le Canada*, Services économiques TD, 18 juin 2018.

exportations et 1,7 million d'employés occupant des emplois hautement qualifiés et à salaire élevé dans presque chaque collectivité canadienne.

M. Wilson a présenté une série de recommandations au Comité — mentionnées dans notre propre liste de recommandations —, formulées à partir d'une enquête menée auprès des membres de MEC. Les membres de notre Chambre de Commerce qui appartiennent au secteur manufacturier appuient cette approche par rapport à la situation difficile qui affecte actuellement le secteur commercial.

Croissance du secteur agroalimentaire canadien

Dans son rapport de 2018, *Dix façons de bâtir un Canada gagnant*, la CCC souligne que le Canada est bien positionné pour devenir un chef de file mondial dans la production et l'exportation de denrées alimentaires sur les marchés mondiaux.

Dans les dix prochaines années, il y aura une hausse sans précédent du nombre de consommateurs de classe moyenne dans le monde. Les préférences évoluent vers une demande accrue pour la transformation de produits alimentaires à valeur ajoutée, et plus d'importance est accordée à la sécurité alimentaire, à la traçabilité et au lien entre la production alimentaire et la santé — tous des éléments de l'image de marque du Canada sur les marchés mondiaux.

Qui plus est, le développement de nouvelles technologies multipliera les occasions pour nos producteurs et transformateurs d'accroître leur productivité et de commercialiser de nouveaux produits et services.

La CCC affirme que, pour faire du Canada un leader mondial dans la production et l'exportation de denrées alimentaires de haute valeur, nous avons besoin de ce qui suit :

- une vision nationale et des objectifs clairs pour une stratégie d'élaboration de grappes agroalimentaires;
- un environnement réglementaire qui préserve la qualité des aliments et favorise l'innovation et la croissance des entreprises;
- des politiques et des programmes qui favorisent l'innovation et le développement des entreprises de notre secteur agroalimentaire et qui

permettent à nos producteurs d'accroître les exportations sur les marchés mondiaux;

- une infrastructure commerciale grâce à laquelle les entreprises agroalimentaires pourront commercialiser leurs produits de façon efficace et sécuritaire tout en respectant des normes de haute qualité.

Nous remercions le Comité permanent des finances de la Chambre des communes de nous avoir donné l'occasion de présenter nos recommandations en vue du budget fédéral de 2019.